

# Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Published: February 14, 2012

## L'ESSENTIEL

**Déchets : Lyon et Marseille s'attaquent au fini-parti**  
La Communauté urbaine de Marseille a annoncé hier vouloir limiter, puis, à terme, supprimer cette pratique. A Lyon, la privatisation de la collecte suscite l'ire syndicale. **PAGE 5**

**Les politiques grecs ébranlés par le vote de l'austérité**  
Les deux principaux partis grecs, le Pasok et la Nouvelle Démocratie, ont écarté plus de 40 députés indisciplinés. **PAGE 6**

**Dirigeants au chômage : comment rebondir**  
La remise en cause est souvent profonde et longue. Six conseils pour rechercher un nouveau poste. **MANAGEMENT PAGE 10**

**L'aéronautique mise sur l'Asie pour oublier la crise**



Premier grand rendez-vous de l'année pour l'aéronautique, le Salon de Singapour ouvre ses portes. Les industriels misent sur la forte croissance du transport asiatique. **PAGE 20**

**La taxe Google version 2 est à l'étude**

Les opérateurs télécoms, qui s'estiment victimes d'une injustice fiscale, proposent des pistes pour taxer les sociétés Internet basées à l'étranger. **PAGE 26**

**Mauvais début d'année pour les fusions-acquisitions**  
Les montants d'opérations de « M&A » annoncées en janvier dans le monde sont tombés à un plus bas depuis 2003. Pourtant, les entreprises continuent d'étudier des dossiers. **PAGE 30**

**Les banques centrales très actives sur les devises**

Les banques centrales devraient rester vigilantes sur les devises cette année, à l'instar de la Banque du Japon ou de la Banque nationale suisse. **PAGE 31**

**Les Echos**  
SUR  
**inter**  
**DOMINIQUE SEUX DANS « L'ÉDITO ÉCO »**  
À 7H20 DU LUNDI AU VENDREDI  
ISSN0 153.4831 - 103<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMERO 21123 - 36 PAGES

M 00104 - 214 - F: 1,70 €  
Allemagne 2,30 €; Andorre 2,30 €; Antilles-Guyane-Réunion 2,30 €; Belgique 2 €; Espagne 2,40 €; Grande-Bretagne 1,65 €; Italie 2,20 €; Luxembourg 2 €; Maroc 1,90 €; Roumanie 2,20 €; Suisse 3,60 CHF; Tunisie 2,400 TND; Zone CFA 1,700 CFA.

# La Chine privilégie l'Europe pour acheter des entreprises

■ La crise des dettes européennes au menu du sommet UE-Chine ■ L'Europe, cible prioritaire des investissements chinois en 2011 ■ Un intérêt croissant pour les technologies et les marques dans l'Union

Les investissements chinois en Europe devraient être évoqués lors du sommet entre l'Union européenne et la Chine, aujourd'hui à Pékin. Leur accélération se confirme, comme le relève une étude exhaustive du fonds d'investissement Capital. Les entreprises chinoises ont pris des participations dans la production d'électricité au Portugal, la chimie en Norvège, l'adduction d'eau à Londres (photos), les machines-outils en Allemagne ou encore les yachts de luxe en Italie. L'Europe a attiré 10 milliards de dollars d'investissements chinois en 2011, soit 34 % des fusions-acquisitions étrangères

chinois, devant l'Asie (27 %) et l'Amérique du Nord (21 %). Le cumul des investissements chinois à l'étranger représente aujourd'hui environ 5,3 % du PIB du pays contre 2,6 % il y a dix ans. Les ressources naturelles ne concentrent plus que la moitié de ces investissements, comme les trois quarts un an plus tôt. Car les entreprises chinoises, désormais, s'intéressent aussi aux technologies ou aux marques. Ce sont bien les investissements dans la chimie et surtout l'industrie qui ont fait la singularité de l'Europe. **PAGE 7, L'ENQUÊTE PAGE 8 ET L'EDITORIAL DE DAVID BARROUX PAGE 14**

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS À L'ÉTRANGER EN 2011



**SANTÉ** Deux ex-actionnaires d'Eternit condamnés à de la prison en Italie

## Première sanction historique dans le scandale de l'amiante

Le tribunal de Turin a condamné hier deux anciens actionnaires de l'entreprise Eternit à seize ans de prison, pour « catastrophe sanitaire et environnementale permanente » ayant entraîné la mort, à ce jour,

de près de 3.000 personnes en Italie. Ils doivent aussi verser plusieurs dizaines de millions d'euros de dédommagements. Ce verdict clôt le plus grand procès jamais organisé dans le monde en matière de sécurité au travail.

L'appel puis la cassation risquent cependant de repousser à très loin un jugement définitif. En France, les procédures entamées s'éternisent, plus de seize ans après les premières plaintes. **PAGE 23**

**Euro : ce qu'oublie les agences de notation**

**IDÉES PAR PAUL FABRA**

La notation des dettes souveraines de la zone euro souffre d'une distorsion de concurrence majeure face aux trois autres grandes dettes d'Etat : l'américaine, la britannique et la japonaise, écrit Paul Fabra. Elle s'effectue sur un marché quasi libre alors que ses rivaux bénéficient de la garantie de leurs banques centrales, ce dont les agences de notation ne tiennent pas compte. **PAGE 15**

**Les atouts du Dacia Lodgy pour séduire la France**



Un très grand coffre facile à remplir, des lignes consensuelles, une planche de bord et des intérieurs qui ne respirent pas la camelote, sans compter la force du réseau commercial de Renault : au-delà de son prix serré, le Dacia Lodgy, nouveau monospace compact que Renault assemble dans sa nouvelle usine du Maroc, semble taillé pour trouver rapidement son public en France. L'Hexagone est déjà le premier marché européen pour les petits monospaces. **PAGE 22**

**DÉFENSE** Le Brésil et la Suisse rouvrent le dossier

## Regain d'intérêt pour le Rafale depuis sa sélection par l'Inde

Au Brésil, l'avion de combat de Dassault serait de nouveau en pole position face au F18 de Boeing et au Gripen de Saab. En Suisse, les nouvelles révélations de la presse locale sur les piètres performances de l'appareil sué-

dois redonnent confiance à son concurrent français. Depuis que l'Inde l'a sélectionné en vue d'en acheter 126 exemplaires, le fleuron de l'aviation française a levé en poupe. **PAGE 20**

**COSMÉTIQUES** Suite à sa mise sous tutelle

## Liliane Bettencourt quitte le conseil de L'Oréal

Placée sous tutelle depuis octobre dernier, Liliane Bettencourt s'appête à quitter le conseil d'administration de L'Oréal, la maison fondée par son père. Elle sera remplacée par l'aîné de ses petits-fils, Jean-Victor Meyers,

agé de vingt-cinq ans. Le groupe, de son côté, affiche des résultats solides. Son bénéfice net a progressé de 9 % l'an dernier, à 2,4 milliards d'euros. Mais il souffre du ralentissement en Europe. **PAGE 25**

QUELLE EST L'ENVERGURE DE VOTRE PROCHAINE IDÉE ?  
**1076 395 km<sup>2</sup>**  
Découvrez-en plus dans l'édition de mardi prochain.

**LES RUBRIQUES**  
LE FAIT DU JOUR POLITIQUE  
LE MONDE EN CHIFFRES  
COURT TERME  
PIXELS  
LONGUE DURÉE

PAGE 2  
PAGE 6  
PAGE 17  
PAGE 26  
PAGE 36

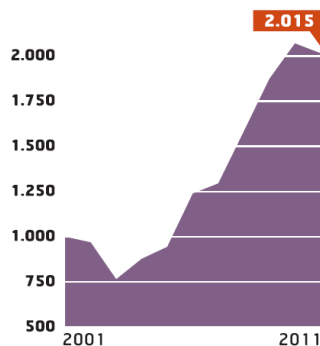
## L'Europe est devenue la destination prioritaire des investissements chinois à l'étranger

La question des investissements chinois en Europe figurera très certainement au menu du sommet Union européenne-Chine qui doit se tenir, aujourd'hui, à Pékin. Car leur accélération, que l'on le percevait depuis plusieurs mois, se trouve aujourd'hui confirmée par une étude exhaustive : en 2011, pour la première fois depuis que les entreprises chinoises mettent le cap sur le grand large, l'Europe est devenue leur destination privilégiée. Fortes de leurs ressources financières, elles ont pris des participations dans l'adduction d'eau à Londres, la production d'électricité au Portugal, la chimie en Norvège (Elkem), les machines-outils en Allemagne (Putzmeister), ou encore les yachts de luxe en Italie (Ferretti). Au total, l'Europe a attiré 10 milliards de dollars d'investissements chinois, ce qui représente 34 % des fusions ou acquisitions étrangères chinoises en 2011, devant l'Asie (27 %) et l'Amérique du Nord (21 %).

**Stratégie d'internationalisation**  
C'est l'une des conclusions auxquelles sont parvenues les équipes du fonds d'investissement A Capital. Après avoir recensé chacun des investissements chinois à l'étranger depuis début 2010, elles les ont classés par région, type de société

### LES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS À L'ÉTRANGER

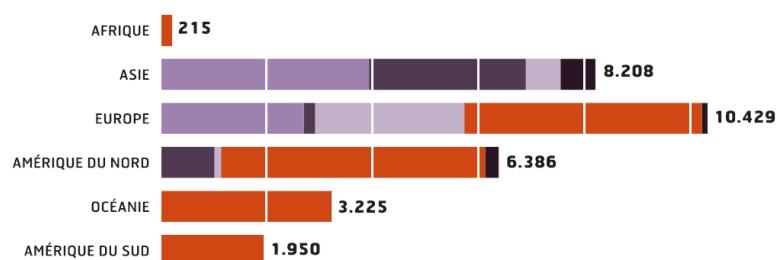
INDICE « CAPITAL DRAGON »,  
BASE 1.000 EN 2001



100% / SOURCE : CAPITAL DRAGON

PAR RÉGION ET PAR SECTEUR, EN 2011

■ CHIMIE ■ SERVICES ■ INDUSTRIE ■ RESSOURCES ■ AUTOMOBILE



(publique ou privée), secteur d'activité, etc.

En remontant également sur une dizaine d'années, le Dragon Index trimestriel lancé aujourd'hui par A Capital prouve que la Chine n'est réellement passée à l'action dans ce domaine que vers 2007. Le cumul de ses investissements à l'étranger représente aujourd'hui environ 5,3 % de son PIB, contre 2,6 % il y a dix ans. Un chiffre à comparer à la

**10 MILLIARDS DE DOLLARS**  
**d'investissements chinois en Europe en 2011, ce qui représente 34 % des fusions ou acquisitions étrangères chinoises, devant l'Asie (27 %) et l'Amérique du Nord (21 %).**

moyenne de 27 % des pays de l'OCDE. La tendance devrait donc s'accroître à l'avenir. En 2011, pourtant, l'index a baissé, pour des raisons de taux de change mais aussi car les investisseurs « sont prudents du fait de plusieurs échecs lors de la première vague d'investissements », note André Loesekrug-Pietri, qui dirige A Capital.

Autre nouveauté : les ressources naturelles ne représentent plus que

la moitié de ces investissements, contre les trois quarts un an plus tôt. Car les entreprises chinoises, désormais, s'intéressent également aux technologies ou aux marques. Or les objectifs de l'actuel plan quinquennal chinois (automobile propre, machine-outil, énergies renouvelables...) entrent en résonance avec l'appareil productif européen. En se penchant sur les secteurs d'activité, le constat est

clair : ce sont bien les investissements dans la chimie et surtout l'industrie qui ont fait la singularité de l'Europe.

Dans cette stratégie d'internationalisation, on constate enfin la percée des entreprises privées. Elles qui représentaient 17 % du volume d'investissement en 2010 en ont pesé 28 % en 2011. « Contrairement aux grandes entreprises d'Etat, elles inquiètent moins, a fortiori lorsqu'elles prennent des prises de participation minoritaires », note André Loesekrug-Pietri. Exception notable : le coup de maître réussi par le fonds souverain chinois CIC qui a pris, sans susciter la moindre levée de boucliers, 30 % de la filiale de GDF Suez en charge de l'exploration et la production. Une participation intéressante pour les deux parties... et annoncée en plein mois d'août.

**GABRIEL GRÉSILLON**  
CORRESPONDANT À PÉKIN

**Lire également l'éditorial de David Barroux page 14 et l'Enquête page 8**

**Retrouvez l'interview d'André Loesekrug-Pietri sur lesechos.fr**